

RessourSES - Appel à contribution pour le dossier thématique n°3 :

« Quelle Europe pour demain ? »

Numéro coordonné par Maurin Masselin

Résumé

Alors que les élections européennes se tiendront en juin 2024, la 10^e législature apparaît comme un tournant pour l'avenir de l'Europe. Écologie, agriculture, politique migratoire, harmonisation fiscale et sociale, emploi, politique de la concurrence, politiques économiques... Autant d'enjeux dont les contours pourraient être redéfinis dans les prochaines années. Alors que la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine ont renforcé les dynamiques de coopération au sein de l'Union européenne, l'approfondissement de l'intégration européenne semble à un carrefour. Dans le contexte d'une mondialisation de plus en plus fragmentée, les projets communs comme le programme *Next Generation EU*¹ pourraient permettre de défendre les intérêts européens, mais les modalités de ces projets suscitent de nombreux débats entre les pays membres.

Le revue *RessourSES* (ressources.fr) propose ainsi d'éclairer ces enjeux économiques, politiques et sociaux entremêlés en s'intéressant à la fois au bilan des politiques européennes menées ces dernières années, mais aussi aux transformations possibles qui s'offriront à la nouvelle législature, pour faire de l'Union Européenne une zone de progrès économique et social.

Mots-clés : Europe, économie, politique, environnement, social.

Argumentaire

Axe 1 : Économie

La politique économique commune étant avant tout monétaire, cet axe pourra interroger le bilan des politiques de la BCE : quels ont été les effets du *quantitative easing* ? Quels sont les risques de la remontée des taux pratiquée par la BCE depuis 2023 ? Les liens entre la politique monétaire européenne et les politiques budgétaires des Etats, limitées par le Pacte de stabilité et de croissance, sont-ils à revoir (Creel, 2021) ? On pourra également interroger la place de la BCE dans les institutions de l'Union européenne, son indépendance et une possible démocratisation (Monet, 2021). À la suite de la crise financière de 2008, la BCE s'est vue attribuer une nouvelle fonction de surveillance bancaire et financière, quels sont les impacts du mécanisme de surveillance unique (MSU) ? Quelles sont les nouvelles formes de régulation financière au niveau européen ?

Le deuxième pilier de la politique économique européenne repose sur la politique de la concurrence. Encadrée par les articles 101 à 105 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), cette politique d'une "concurrence libre et non faussée" fait aujourd'hui face aux défis de la concurrence internationale et aux monopoles du secteur numérique. Que

¹ Plan de relance européen adopté à l'été 2020, il autorise la Commission européenne à emprunter 750 milliards d'euros sur les marchés financiers entre 2021 et 2026, afin de permettre la reprise économique post-covid et financer des projets de transition écologique et numérique.

cela soit pour la protection des données personnelles ou l'intelligence artificielle, l'Europe a été pionnière en termes de régulation. Toutefois, cette législation pourrait-elle freiner l'apparition de géants numériques européens ? On peut voir une inflexion dans la position européenne avec par exemple le Chips Act qui subventionne la production de semi-conducteurs dans les pays membres. Cette inflexion va-t-elle se poursuivre ?

Enfin, cet axe pourra interroger l'harmonisation fiscale au sein de l'Union européenne. Le récent rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité dénonce la course au moins-disant fiscal et propose des mesures pour renforcer la coopération entre les Etats en matière de fiscalité (Alstadsæter *et al.*, 2023). Ces propositions pourront-elles permettre d'initier une lutte commune contre les inégalités économiques au niveau européen ?

Axe 2 : Agriculture & environnement

Le budget européen ne représente qu'environ 1% du PIB européen, mais il est en augmentation et il pourrait impulser un verdissement de l'économie. Quelles avancées en termes de politiques environnementales communes, notamment au niveau énergétique (Criqui, Hafner, 2023) ? Sur la question énergétique, l'Europe saura-t-elle faire face aux défis à la fois économiques - prix de l'électricité abordable pour les agents économiques -, géopolitiques - sécuriser les approvisionnements - et environnementaux - décarboner les économies européennes - (Bureau *et al.*, 2023) ?

La politique agricole commune (PAC), qui représente environ $\frac{1}{3}$ du budget européen, peut-elle être un levier pour la bifurcation écologique ? Le pacte vert pour l'Europe et son paquet climat sont-ils réalistes et suffisamment ambitieux ? Quelles pistes existe-t-il pour renouveler le Green Deal européen et opérer une bifurcation vers un nouveau modèle de développement (Méda, 2023) ? Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières portera-t-il ses fruits (Lamy, Pons, 2023) ?

Deuxièmement, quels sont les acteurs qui influencent les prises de décisions européennes sur l'environnement ? Y a-t-il une offensive anti-lutte contre le changement climatique de la part de certains lobbys industriels (Canfin, 2022) ?

Enfin, la finance verte se développe-t-elle en Europe ? La taxonomie des produits financiers permettra-t-elle une orientation des investissements pour verdir l'économie européenne ? Quel peut-être le rôle de la banque centrale européenne dans la transition écologique et sociale (Jeffers, Plihon, 2022) ?

Axe 3 : Politique & social

Les élections européennes sont un moment politique particulier. Celui-ci commande en effet la structure et les rapports de force politique qui se dessinent au Parlement Européen. Dans ce cadre, on pourra se demander comment les rapports de force politique ont évolué dans cette institution et s'interroger sur les processus qui conduisent à la formation des principales forces politiques qui s'y dessinent.

Les contributeurs et contributrices pourront également adopter une réflexion prospective. Qu'attendre en effet des prochaines élections ? L'abstention sera-t-elle au rendez-vous ? Et d'ailleurs, y a-t-il des logiques spécifiques à l'abstention qui caractérise les élections européennes ?

Par ailleurs, les élections sont l'occasion de faire un rappel de l'organisation politique européenne et des problèmes qu'elle pose. Ira-t-on vers une évolution de cette organisation ? Plus de poids pour le Parlement ? Une modification du système d'élection des parlementaires ? Une modification du système de nomination de la commission ? Enfin, cette nouvelle législature permettra-t-elle d'aller vers une Europe plus sociale ? Droit de la concurrence et droit social sont-ils toujours en tension au niveau de l'UE ? La Cour de Justice de l'UE est-elle toujours responsable de cette tension ? Vers une « constitution sociale » européenne (Mason, 2019) ?

Axe 4 : Enseigner l'Europe

Les programmes de sciences économiques et sociales (SES) laissent une certaine place à l'enseignement de l'Europe, de l'histoire de la construction européenne et de ses politiques économiques et environnementales au fonctionnement de la BCE, en passant par les élections européennes. Comment ces enseignements sont-ils construits par les professeur.e.s et comment sont-ils reçus par les élèves ? Comment faire passer auprès d'eux les enjeux de l'Europe de demain ?

Des réflexions sur la manière de faire passer auprès des élèves les connaissances relatives à la politique monétaire de la BCE seraient bienvenues. Dans la mesure où les statuts de la BCE jouent un rôle clef dans la construction de la politique monétaire, faut-il présenter la genèse de ces statuts pour comprendre l'évolution des taux d'intérêts ? Vaut-il mieux présenter aux élèves les différences de statut des grandes banques centrales mondiales ?

Modalités de contribution

Les notes d'intention, de 1000 à 2500 signes espaces compris, seront à adresser d'ici **le 31 mars** à l'équipe de rédaction à l'adresse suivante :

- ressources@proton.me

- en mettant en copie les deux rédacteurs en chef yoann.francois.verger@gmail.com et frederique.giraud@u-paris.fr et le coordinateur du dossier masselin.maurin@gmail.com

Elles seront accompagnées d'un titre, d'un résumé, d'une courte bibliographie et d'une brève notice individuelle.

Les articles issus des notes d'intention qui auront été acceptées seront à renvoyer pour **le 30 juin 2024**.

Bibliographie

ALSTADSAETER Anne, GODAR Sarah, PANAYIOTIS Nicolaidis, ZUCMAN Gabriel (dir.), 2023, *Global tax evasion report 2024*, EU Tax Observatory.

BUREAU Dominique, GLACHANT Jean-Michel, SCHUBERT Katheline, 2023, « Le triple défi de la réforme du marché européen de l'électricité », *Notes du Conseil d'Analyse Économique*, 2023/1, n°76

CANFIN Pascal, 2022, « À entendre certaines grandes entreprises, l'action climatique, c'est bien... mais surtout pour les autres », *Le Monde*, publié le 02 juin 2022. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/06/02/pascal-canfin-a-entendre-certaines-grandes-entreprises-l-action-climatique-c-est-bien-mais-surtout-pour-les-autres_6128710_3232.html

CREEL Jérôme, 2021, « Réforme du cadre budgétaire européen : un argument pour l'adoption d'une règle d'or des finances publiques », *Revue française d'économie*, 2021/3, (Vol. XXXVI).

CRQUI Patrick, HAFNER Manfred, 2023, « L'Europe de l'énergie à l'heure de la "Zeitenwende" », *L'Économie politique*, 2023/1, n°97

JEFFERS Esther, PLIHON Dominique, 2022, « Le rôle des banques centrales : ce que l'histoire nous apprend », *Cahiers d'économie politique*, 2022/2, n°81

LAMY Pascal, PONS Geneviève, 2023, « Environnement et échange commercial international : la nouvelle posture européenne », *Green*, 2023/1, n°3.

MASON Luke, « Vers une "constitution sociale" européenne ? La constitutionnalisation du droit du travail et le droit de l'Union européenne », *Titre VII*, 2019/1, n°2.

MÉDA Dominique, 2023, « L'actualité brûlante de Sicco Mansholt », *L'Économie politique*, 2023/3, n°99.

MONNET Eric, 2021, *La Banque-providence. Démocratiser les banques centrales et la monnaie*, Paris, Editions du Seuil.